

Céréales : Les trois demandes de l'AGPB à Didier Guillaume

réservé aux abonnés

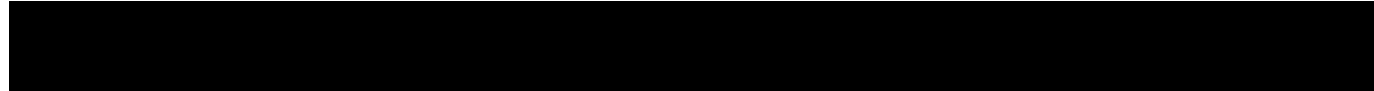
16 h



L'AGPB a fait état de la baisse du revenu des céréaliers devant le ministre de l'Agriculture Didier Guillaume. © C. Faimali/GFA© C. Faimali

Lors de sa rencontre avec Didier Guillaume, ministre de l'Agriculture, le 19 décembre 2019, Éric Thirouin, président de l'AGPB, association générale de producteurs de blé, a fait état de la « situation économique difficile des céréaliers depuis six ans, accentuée par un climat social très tendu dans les exploitations ».

Advertisement



« Malgré une récolte 2019 satisfaisante, les revenus demeurent extrêmement faibles, souligne l'AGPB dans un communiqué de presse publié le 19 décembre En 2018, ils atteignent 17 000 €/actif après retrait des cotisations sociales ». Et Éric Thirouin de marteler : « Sur 6 ans, cela correspond en moyenne à 6 000 €/an/actif après charges sociales soit l'équivalent d'un demi-Smic. Le revenu des céréaliers est ainsi inférieur de 23 % à celui de la moyenne nationale des agriculteurs. » Dans ce contexte, le président de l'AGPB a émis trois demandes au ministre de l'Agriculture et souhaite avoir en retour des « décisions concrètes ».

1. Privilégier la concertation locale pour les ZNT

La première, c'est d'arrêter « l'avalanche de charges et de contraintes notamment sur le dossier des zones de non-traitement (ZNT) avec les produits phytosanitaires. Un sujet sur lequel seule la science doit primer et où une concertation locale avec les « Chartes riverains » doit être privilégiée ! ».

2. Accompagner la transition écologique

L'AGPB souhaite également la mise en place « d'une véritable politique d'accompagnement dans la transition agroécologique alors que les céréaliers se sont engagés volontairement et massivement dans la certification environnementale ». « Dans cette transition agro-écologique, il semblerait que la définition même de transition ait été oubliée. Elle doit être progressive, sinon c'est une rupture... », déclare Éric Thirouin.

3. Des solutions pour les zones intermédiaires

Dernière demande de l'AGPB : « une mobilisation urgente pour trouver des solutions pertinentes pour les zones intermédiaire.

Selon le syndicat des céréaliers, Didier Guillaume a reconnu la difficulté des céréaliers et entend les prendre en compte dans l'élaboration du futur Plan stratégique national. Il confirme par ailleurs que la situation des zones intermédiaires sera « pleinement intégrée » par ses services. Le ministre a par ailleurs soutenu « totalement la mobilisation de l'AGPB en faveur de la certification environnementale ».s

I.E.